

Le glissement de la Turquie vers la dictature

David Bensoussan

L'auteur est professeur de sciences à l'Université du Québec

En arrivant au pouvoir, le président turc Erdogan a joué la carte de l'islam modéré et démocratique. Il a graduellement érodé la démocratie et l'héritage laïque d'Atatürk. Pour atteindre ses buts, soit une réélection qui lui permettrait de rester au pouvoir jusqu'en 2029, Erdogan a eu recours à maints atouts démagogiques.

Le populisme d'Erdogan a fait appel à la fierté nationale voulant que « la Turquie occupe une place de puissance mondiale. » Le passé ottoman est glorifié et l'anniversaire de la conquête de Constantinople en 1453 est fêté en grande pompe. Des haies d'honneur de soldats en tenue de combat ottomane des siècles passés accueillent les visiteurs dans un nouveau palais présidentiel à Ankara occupant une superficie de 200 000 mètres carrés. Le gigantisme caractérise les ambitions d'Erdogan qui prévoit de dépenser 325 milliards en 5 ans : un nouvel aéroport ultramoderne en construction sur une superficie de 76,5 km² occupe 35 000 ouvriers et va coûter 12,5 milliards de dollars ; un canal de 45 km reliant la mer Noire à la mer de Marmara - qui ne sera guère rentable - est également planifié ; la nouvelle mosquée géante Çamlica sur les hauteurs d'Istanbul devrait pouvoir accueillir 60 000 fidèles.

L'échec du coup d'État de 2016 a permis à Erdogan de mettre aux arrêts 50 000 personnes, d'en limoger 150 000 autres et d'instaurer l'état d'urgence. Les accusations de trahison sont vite faites, l'Internet est surveillé et la presse a été muselée ou achetée. Plus d'une centaine de journalistes croupissent en prison. Ces derniers - ou ce qu'il en reste - ne peuvent couvrir qu'un champ restreint de sujets et vivent dans la crainte de faire l'objet d'accusation d'insulte à la présidence, ce qui est passible d'emprisonnement. Même les ONG font l'objet d'accusation de liens avec des organisations terroristes.

En Turquie même, la vague d'arrestations et de licenciements a été suivie hâtivement par la création de nouveaux postes au sein de la fonction

publique avec des critères d'embauche douteux pour engager 32 000 personnes aux forces de sécurité ainsi que 4 000 juges.

La trêve avec les Kurdes a été abandonnée et toutes les entités kurdes sont considérées comme des sympathisants de mouvement terroriste. La campagne contre les Kurdes d'Afrin en Syrie a été l'occasion de mousser la fierté nationale turque et de bâillonner toute contestation. Le chef du parti kurde est en prison et les prochaines élections du 24 juin sont loin d'être pratiquées en toute équité.



Manifestation pro Erdogan - Wikimedia commons

En vue de prendre le leadership des États musulmans, Erdogan a tenté d'organiser des conférences panislamiques dans lesquelles les États arabes se sont à peine montrés. Le discours anti israélien toxique est des plus intolérants.

Les relations avec l'Amérique, L'Europe et l'OTAN sont tendues : Erdogan voit la main de la fondation de Fethullah Gülen partout et exige son extradition des États-Unis. Un comité du Sénat américain a passé un amendement visant à écarter la Turquie, partenaire de l'OTAN, du programme de livraison des F-35 du fait qu'Ankara a acheté le système de défense antiaérien S-400 à la Russie. Des officiels turcs de l'entourage d'Erdogan dont l'ancien ministre de l'Économie risquent d'être inculpés pour avoir contourné l'embargo des Nations Unies contre l'Iran.

Erdogan menace l'Europe d'un flux de réfugiés syriens encore plus grand, bien que l'Allemagne ait versé plusieurs milliards pour qu'il cesse de ce faire. Qui plus est, les pays d'Europe sont inquiets de l'orchestration de la propagande islamique et nationaliste turque au sein même des ressortissants turcs dans leur pays, notamment à la veille des élections. Le magazine français Le Point qui a présenté le président turc comme un dictateur et comparé son ascension à celle d'Hitler s'est dit faire l'objet de harcèlement.

Erdogan voit la conspiration partout et accuse à tour de bras l'Occident et les chefs d'État européens. Dans un sondage de Metropoll, 42% des sondés turcs pensent que la chute de la livre turque est une conspiration des puissances étrangères. En 2013, le dollar américain s'échangeait contre 2 liras turques, comparé à 4,5 liras turques en 2018. Cette situation rend difficile le remboursement de la dette corporative qui s'élève à 300 milliards. Le déficit atteint 6% du PNB et la dette gouvernementale est de 28% du PNB. Bien que le ratio cours sur bénéfice (*Price earning ratio*) du marché turc soit inférieur à 7, l'influx de capital a baissé compte tenu des politiques gouvernementales turques, ce qui rend encore plus difficile le remboursement de la dette. Le taux d'inflation est 10,8%, le chômage atteint 10.8% et l'économie turque pourrait s'effondrer.

S'il est réélu, Erdogan a promis de s'octroyer encore plus de droits et centraliser la gouvernance sous sa houlette. Qui plus est, il promet d'intervenir dans la politique monétaire et rendre la Banque centrale moins indépendante. Cette annonce a fait chuter la cotation de la Turquie par l'agence de notation financière Fitch dans la catégorie dite « junk.»

De ce fait, la Turquie est rétrograde sur plus d'un plan.